

NOTES DE LECTURE

Métropoles du Levant

Jean Luc, ARNAUD, *Damas, urbanisme et architecture, 1860-1925*, Arles, Actes Sud-Sindbad, 2006, 368 pages.

L'auteur, architecte et historien, étudie les transformations de l'organisation spatiale à Damas entre 1860 et 1925. C'est la période où l'empire ottoman s'engage dans un mouvement de réformes modernes : les Tanzimat. L'auteur insiste d'abord sur un point essentiel : ces réformes ne restent pas circonscrites à Istanbul mais débordent dans le reste des provinces, si bien que les nombreux travaux de construction inspirés des modèles européens et l'extension conséquente de la ville de Damas sont antérieurs à l'établissement du mandat français.

Au cours de cette période, l'auteur insiste sur la rencontre des deux logiques interne et externe à l'œuvre dans la production de l'espace urbain et sur les processus d'acculturation qui en résultent.

Le territoire, les mutations de l'espace urbain et celles de l'architecture sont les trois niveaux d'analyse qui structurent cette approche de la ville de Damas.

A la fin du XIX^e siècle, Damas perd sa vocation de grande ville de l'Empire ottoman sous l'effet de deux facteurs. Le premier relève de l'importance que les routes maritimes (ouverture de la mer Noire à la navigation étrangère et du canal de Suez en 1869) moins coûteuses prennent sur les voies terrestres qui transitaient jusque là par Damas. Le second est lié à l'occupation de la ville par l'Armée égyptienne en 1831. Les conséquences immédiates se traduisent par un déclassement de Damas au profit de Beyrouth. Enfin les réformes administratives, entreprises par l'Égypte et poursuivies par l'Empire ottoman, contribuent à remodeler le territoire et à fonder de nouvelles recompositions socio politiques dont profitent quelques familles de notables.

La construction des routes, des voies ferrées (la première voie relie en 1872 Damas au port de Haïfa), des ports, ouvrent la province du Cham sur le monde extérieur. Les effets de cette intégration à l'économie mondiale ne vont pas sans conséquence sur les industries locales

fortement concurrencées désormais par l'importation des produits manufacturés.

Mais parallèlement, cette dynamique économique se traduit à l'échelle de Damas par de nouveaux modes de production de la ville dictés par les nécessités de l'extension de l'agglomération, de l'installation du réseau de la voirie, la distribution de l'eau... autant de questions que seule l'autorité municipale est en mesure de régler. La ville de Damas est dotée depuis 1864 d'un *majlis al-baladiyya*. Mais l'autonomie de l'autorité municipale doit compter avec l'immixtion du gouverneur de la province. Au delà de la confusion des pouvoirs, Jean Luc Arnaud suit pas à pas l'évolution de la politique d'urbanisation initiée par les réformes ottomanes. Il ne manque pas de mettre l'accent sur les efforts déployés par les pouvoirs publics en vue de la mise au point d'outils modernes, nécessaires à la connaissance des ressources humaines comme l'Etat civil, le cadastre, la publication d'annuaires officiels (le 1^{er} *Salnâma* date de 1868). Ces sources de première main, comparées avec les sources émanant des consuls européens, permettent une approche plus rigoureuse des mutations observées au cours de cette période. Les grands travaux d'utilité publique contribuent au remodelage de la ville, par la création de nouveaux centres où les édifices du pouvoir politique cohabitent avec les activités économiques, reléguant du coup le vieux centre de Damas et ses commerces traditionnels d'où un déséquilibre entre la partie est et la partie ouest.

L'édification de nouveaux quartiers s'est répercutée sensiblement sur les valeurs immobilières, mais sans provoquer un emballement. C'est que les transformations si spectaculaires soient-elles -Damas étant équipée, à la veille de la première guerre mondiale, d'une ligne de tramway, a un centre administratif où les rues sont bordées de trottoirs, bénéficie de l'adduction d'eau...- suivent un rythme plus lent dans l'ensemble en comparaison de Beyrouth, tout proche et connaît un tout autre développement.

Enfin, l'ouvrage de Jean Luc Arnaud s'achève par l'analyse des mutations qui affectent l'habitat d'une manière générale. Les gens de Damas innovent et adaptent leurs façons de construire et d'habiter. Aux maisons turques, on emprunte ce qui fait leur caractéristique principale, soit leur ouverture sur l'extérieur, au moyen de fenêtres. Le modèle des maisons installées au bord du Bosphore est importé à Damas à la fin du XIX^e siècle. Mais ce modèle doit compter avec celui propre à Beyrouth, avec une cour couverte... Au final, la maison damascène se modifie, s'adapte aux temps nouveaux mais aux toitures recouvertes de tuiles, elle

préfère garder la terrasse où le regard peut profiter précisément du paysage.

L'ouvrage de Jean Luc Arnaud, très bien documenté et agrémenté de nombreuses illustrations (découpage administratif de Damas 1899-1900, voies de communication, maisons types, façades, fenêtres...) offre un état des lieux des transformations de l'espace urbain de Damas à un moment crucial de son histoire, c'est à dire à la veille de l'établissement du mandat français qu'il est impératif de lire attentivement.

Ouanassa SIARI-TENGOUR

Samir, KASSIR, *Histoire de Beyrouth*, Paris, Fayard, 2003, 732 pages.

L'auteur (1960-2005) était professeur d'histoire à l'université Saint Joseph à Beyrouth et journaliste. En 2003, il produit un gros ouvrage, bien écrit, solidement documenté de plus de 700 pages sur l'histoire millénaire et combien tumultueuse de sa ville : Beyrouth.

Si l'auteur commence par évoquer l'avant Beyrouth c'est pour mieux souligner l'enracinement de Beyrouth dans une épaisseur millénaire. Il rappelle les vestiges de ce passé qui remonte au paléolithique moyen à Ras Beyrouth... Puis, le Pays de Canaan entre dans l'histoire à la fin du IV^e millénaire avant d'être relayé par celui de Phénicie, nom que les Grecs ont donné aux commerçants navigateurs venant de cette contrée. De cette rencontre, la mythologie a gardé le souvenir de Cadmos, frère d'Europe, la princesse de Tyr enlevée par Zeus. En partant à sa recherche, Cadmos fonde Thèbes et fait connaître l'alphabet. Assurément ce n'est pas un dépliant touristique mais une introduction à une ville, capitale aux multiples facettes qui prit son essor réellement au XIX^e siècle, devançant Damas, alors qu'elle faisait partie de l'Empire ottoman.

Une situation originale tant par la proximité géographique que par la composition de ses populations placera dès les débuts du XIX^e siècle la place de Beyrouth et son hinterland au cœur même des rivalités européennes, énoncées sous la prosaïque dénomination de la Question d'Orient. En 1831, son occupation par les troupes égyptiennes d'Ibrahim Pacha fut l'occasion d'entreprendre de grands travaux visant l'aménagement du port, l'ouverture d'un lazaret. Si l'on ne perd pas de vue que la mise en service des bateaux à vapeur remonte aux années 1830, on comprend aisément la prodigieuse mutation que Beyrouth va subir. Le trafic portuaire enregistre une croissance sans pareil et Beyrouth devient un centre d'échanges florissant. L'œuvre de modernisation entamée par le Khedive Ibrahim Pacha ne s'arrête pas avec son départ.

Au contraire le plan des Tanzimat/ Réformes prend de l'ampleur dans cette région du Mont Liban qui est dotée dès 1861 d'un Statut organique du mont Liban. La ratification de ce texte en 1864, assure à la province de Beyrouth une large autonomie qui prendra plus d'ampleur en 1888, avec la création de la *vilayet de Beyrouth*. Curieux destin de cette ville promise à jouer un grand rôle dans la région mais dont la naissance survient alors que l'Empire ottoman entre en déclin. Beyrouth change d'échelle devient un centre attractif supplantant les relais traditionnels comme Saïda, Tripoli ou Haïfa sans parler de la place damascène qu'empruntait le commerce caravanier jusque-là.

Dans le sillage des Tanzimat, tout un arsenal de dispositions juridiques contribue à jeter les fondements d'une gestion moderne de la ville : ainsi la loi réglementant la voirie est adoptée dès 1848, suivie par la loi sur les terres ce qui encourage la création de nouveaux quartiers hors les murs de Beyrouth. La loi de 1864 consacre la naissance d'un organe municipal élu qui dispose d'un budget autonome. L'autorité publique s'investit dans la résolution des problèmes urgents nés de ce développement tout azimut, en portant une attention particulière au logement, à l'organisation des secours aux victimes de la guerre civile de 1860.

Des édifices publics sont érigés en 1853 telle la *quichla* appelée à devenir le Grand Sérail, puis siège du Mandat français et enfin siège du gouvernement libanais, ou le *Khan Antoun Bey*, caravansérail à plusieurs étages, présentant une belle façade orientée vers la mer... Rapidement le *khan* abrita des agences maritimes, bancaires, les bureaux de poste... Des entrepreneurs privés ouvrent des chantiers pour tracer de nouvelles routes. La première va relier Beyrouth à Damas dès 1863. L'impact de cette route est immense : il accélère le processus d'urbanisation le long de la voie et la transformation de la ville basse en un véritable quartier des affaires.

La bonne marche de celles-ci a encouragé la construction de riches demeures, mais aussi des équipements collectifs (hôpitaux, écoles, pensionnats). Toutes ces réalisations n'ont été possibles que grâce à une intervention des pouvoirs publics soucieux de l'embellissement de la ville et de la nécessité d'introduire le progrès. A la manière des réalisations hausmaniennes, les directives ottomanes veillaient à l'ordre de la voirie, à assurer une meilleure circulation, à imposer un style architectural «*l'osmanlilik*».

Ainsi à la veille de la Première guerre mondiale, Beyrouth est une place florissante, un chantier en pleine expansion, un grand centre de rayonnement culturel. Mais cette ascension est assombrie par l'apparition

de pratiques de violence sur fond de sentiments confessionnels plus ou moins exacerbés. « *Loin d'être un archaïsme, le confessionnalisme était la rançon de la modernité* » selon l'expression de Samir Kassir. Les troubles endémiques entre chrétiens et musulmans, ceux de 1860 en particulier, ont remodelé la carte de la répartition de la population selon l'appartenance religieuse. Beyrouth accueille au mois de juillet 1860 des milliers de réfugiés chrétiens qui préfèrent quitter Damas. La ville dut composer avec les tensions que charrie tout communautarisme, de manière plus accentuée à la base, au sein des classes populaires surtout. Car dans les milieux plus aisés, les sociabilités soudaient les intérêts mutuels et donnaient lieu à « *des comportements volontiers consensuels* ».

Les porteurs de la Nahda en représentaient un segment essentiel, débattant de science, du progrès, des causes de la décadence arabe, de la langue arabe, des formes de gouvernement. Les visées impérialistes des grandes puissances occidentales, le déclin de l'Empire ottoman confortent le sentiment de conscience nationale. Mais la contestation est loin d'être tranchée en cette fin du XIX^e siècle : « *la prise de conscience arabe et la revendication d'une citoyenneté ottomane allaient de pair* ».

C'est la Première guerre mondiale qui mettra fin au dilemme. Le dernier gouverneur ottoman quitte Beyrouth le 1^{er} octobre 1918. L'entrée des troupes britanniques et françaises le 10 octobre mit fin aux espérances nées de l'affirmation au droit à l'autodétermination des peuples. L'Etat libanais avec Beyrouth comme capitale est alors placé, à partir de 1920, sous mandat français. L'Indépendance du Liban n'est prononcée qu'en 1943.

Beyrouth, port ouvert jusque là sur la mer à l'Est et sur un immense arrière pays, découvre le tracé de la frontière qui établit une nette démarcation avec les régions voisines. La nouvelle carte imposée par le général Gouraud répondait à une logique des minorités qui ne fut pas toujours bien acceptée. Commence une période de troubles et de répressions sévères qui consolida l'aspiration nationaliste.

Parallèlement, la mission « civilisatrice » de la France s'est montrée soucieuse de marquer de son sceau l'urbanisme poussé à un degré extrême de mimétisme, au point que Beyrouth était la « *Nice du Levant* » ou le « *Petit Paris* ». Mais plus que les modes de la sociabilité parisienne, ce sont les innovations techniques qui envahissent la ville et impriment de nouveaux usages : bateaux, avions, télégraphe, électricité, l'automobile mais aussi la radio, le cinéma.... C'est dans cet environnement digne de la Belle époque, qu'émerge la seconde Nahda/ Renaissance, faisant de Beyrouth un « *pôle de l'arabité* », une « *capitale du libanisme* », « un

espace de coexistence », une place de la contestation et de la mobilisation politiques qui finissent par gagner la « bataille de l'Indépendance » le 22 novembre 1943.

Devenue capitale de la République libanaise, Beyrouth s'impose par sa réussite économique, drainant d'importants capitaux étrangers. Si l'on parle du « miracle libanais », il importe de ne pas occulter les nombreuses zones d'ombre, à commencer d'abord par la « ceinture de misère » et des injustices sociales qui étreignent Beyrouth, au grand désespoir de l'architecte Michel Ecochard, rappelé dans les années 1960 à réparer le schéma d'aménagement du Grand Beyrouth, parvenu à saturation. Beyrouth était donc aussi le lieu de la discorde et du ressentiment. Ville cosmopolite par excellence, elle était sensible aux convulsions qui n'ont cessé de secouer le Proche Orient. Dès 1948, la création de l'Etat d'Israël se répercute immédiatement dans les murs de la ville par l'arrivée continue de milliers de réfugiés. Beyrouth devient le lieu des affrontements politiques, oscillant entre appartenance au Monde arabe et ouverture sur le Monde occidental, rappelant la fragilité de la construction de l'identité nationale, soumise aux rapports de force internes entre musulmans et chrétiens maronites. Dans une telle atmosphère de tensions, les effets de la géopolitique donnent l'occasion aux frustrations et à la polarisation communautaire de se radicaliser plus manifestement. L'organisation de la Résistance palestinienne en exil, ne manqua pas de peser sur l'évolution politique générale.

Il suffit de peu alors pour laisser éclater la crise qui menace, ainsi en 1958, en juin 1967, décembre 1968 (raid israélien à l'aéroport de Beyrouth), 1973 (l'occupation du Golan), 1975, juin 1982 (invasion israélienne du Liban). On sait les conséquences dramatiques de ces guerres pour l'ensemble des populations du Liban et pour Beyrouth devenu « capitale de la douleur » divisé par la ligne de démarcation entre la partie Est et Ouest.

Quand le bruit des armes cessa quinze années plus tard, à l'automne 1990, Beyrouth trouve en Rafic Hariri le promoteur de sa reconstruction. Partisan de la table rase et d'un urbanisme inspiré du gigantisme de l'urbanisme américain, Rafic Hariri, président du conseil en 1992, déclenche toute une vague de critiques contre les démolitions de lieux chargés de mémoire. Pendant que la polémique alimente la presse et les colloques, des formations politiques chiites comme *Amal* et le *Hezbollah* ont su profiter de la manne des dédommagements versés aux squatters. Rapidement, les pouvoirs publics ont compris tout l'intérêt qu'ils pouvaient tirer de l'exploitation du patrimoine culturel dont beaucoup d'éléments furent révélés lors des opérations de démolitions. On en revint

à des constructions moins spectaculaires. En 1998, la circulation des personnes reprend ses droits au centre ville, mais sans plan d'aménagement du territoire, les déséquilibres sont toujours visibles d'un quartier à l'autre, et particulièrement dans la banlieue sud, bastion du Hezbollah. Et comme un malheur entraîne un autre, la crise économique accentue ses effets par une forte dépréciation de la monnaie et une forte inflation. Enfin la permanence de la menace d'Israël (invasion aérienne du sud Liban en juillet 1993 dont le retrait n'a lieu qu'en mai 2000) accentue l'état d'incertitude aggravé par une politique intérieure timorée sinon irresponsable, incapable de prendre d'autres initiatives hors le champ du confessionnalisme. Par ailleurs la présence syrienne et ses intrigues entretiennent un climat peu propice à un retour à la vie démocratique, laissant libre cours aux pratiques mafieuses et à la corruption. L'auteur, observateur attentif de la scène politique conclut de façon prémonitoire que « *Beyrouth n'est plus à l'abri du malheur* » et que la voie de sortie de la crise passe par la « *démocratie pour tous et pas seulement dans quelques uns de ses quartiers, et [...] la paix pour les Palestiniens* ».

L'ouvrage est animé du souffle d'un esprit passionnément attaché à sa ville sans rien déroger à sa discipline. Il se lit d'une traite.

Samir Kassir a trouvé la mort le 2 juin 2005 dans un attentat à la voiture piégée. Parmi ses autres contributions, citons *La guerre du Liban. De la dissension nationale au conflit régional (1975-1982)*, Paris, Kartala/ Cermoc, 1994 ; et *Itinéraires de Paris à Jérusalem. La France et le conflit israélo-arabe*, 2 tomes, Paris, Les livres de la Revue d'études palestiniennes, 1992 et 1993.

Ouanassa SIARI-TENGOUR

Jérusalem, le sacré et le politique, Textes réunis et présentés par Farouk, MARDAM-BEY et Elias, SANBAR, Arles, Sindbad/Actes Sud, 2000, 354 pages.

Même si l'ouvrage a été publié il y a déjà six ans, il n'a rien perdu de son intérêt scientifique. Les deux auteurs ont eu le mérite de réunir une somme d'études sérieuses et documentées dues à un groupe de onze spécialistes dont le poète libanais Salah Stétié, André Miquel, Youakim Moubarec, Khalil Athamina, Pierre Aubé, Adil Manna, Henry Laurens, Ibrahim Dakkak, Michael Dumper, Monique Chemillier et Walid Khalidi.

L'ouvrage comble une lacune essentielle : à savoir donner aux lecteurs la version musulmane de Jérusalem, non dans un esprit de polémique stérile mais par souci de livrer l'état réel des connaissances, réparer

certaines fausses vérités, distillées par une histoire partisane au service d'un nationalisme borné. Farouk Mardem Bey devait préciser dans un entretien accordé au journal *L'Humanité* (20 octobre 2000) que l'ouvrage était construit autour de la nécessité de désacraliser l'histoire d'une ville où le facteur religieux fait ombre aux questions politiques nées de l'occupation de la Palestine en 1948. Les thèmes abordés montrent bien que l'histoire ne s'est pas arrêtée avec la destruction du Temple de Jérusalem. Les deux autres monothéismes, le Christianisme d'abord, l'Islam ensuite se reconnaissent dans plusieurs lieux saints dont les plus importants sont respectivement le Saint Sépulcre et la basilique de la Nativité d'une part, et le dôme du Rocher et la mosquée d'al Aqsa et son esplanade d'autre part. Mais le caractère sacré de Jérusalem supprime ces lieux vénérés par les trois religions. Jérusalem est la ville sainte par excellence. Cet excès de sainteté la rend vulnérable et la met à la merci des prétentions de chacune des confessions. Aussi l'annexion de Jérusalem en 1967 par Israël remet-elle en question l'unité de la ville sainte. L'ordre de l'oecuménisme est aux antipodes de l'ordre colonial fondé sur la discrimination de l'autre. La plupart des articles convoquent la pluralité des temporalités où la ville a vécu depuis les débuts de la conquête musulmane, en mettant l'accent, selon la discipline convoquée, sur la complexité de tel ou tel aspect.

Même la poésie est là pour dire « Jérusalem entre le songe et la veille » à travers la voix de Salah Stétié qui invite au voyage, à Jérusalem, « lieu de la sainteté » et de s'imaginer « les trente minarets, les ifs, les cyprès et les oliviers ». Sans ignorer « la dimension juive, ni la dimension si tendrement, si âprement chrétienne », Salah Stétié privilégie la période où l'histoire de la vieille cité se confond avec le destin de l'Islam. Depuis la nuit du Mi'raj, Jérusalem occupe en effet, la troisième position, après la Mecque et Médine. Dans ses prières, le prophète Muhammad s'est d'abord prosterné dans la direction de Jérusalem, précisément là où Abraham avait construit le premier temple destiné à Dieu. Mais, Jérusalem est aussi la ville conquise par le calife 'Umar (636) où fut érigé le dôme du Rocher / *qubbat al-Sakhra* en 691, puis *Masjid al-Aqsa* en 717... Sait-on que la tradition musulmane désignait celle-ci par *Mihrab Zakaryya* / oratoire de Zacharie où Marie fit son vœu ? Les versets coraniques qui ornent l'intérieur de la mosquée le rappellent. Jérusalem est aussi la ville reconquise sur les croisés par Salah edine al-Ayyubi (dit Saladin) en 1187... Des siècles se sont écoulés dans cette ville que l'imaginaire têtard identifie à la Paix, rompue par les hordes armées qui ont imposé le mandat britannique en 1920, relayé par l'occupation israélienne en 1948. L'auteur rappelle qu'il n'est jamais allé à Jérusalem,

qu'il se contente d'en rêver, en « *attendant que les politiques décident laborieusement du destin de cette localité hors destin et renouent, s'ils savent encore le faire, fil à fil, le tissu qui fut déchiré comme on arrache une soie à sa hampe* ». Qu'il en soit ainsi, continuons de rêver avec Salah Stétié de Jérusalem, terre de Paix...

Il appartiendra à Youakim Moubarac d'instruire le lecteur sur les origines de la ville sainte. L'enquête qu'il nous livre a le mérite de nous rappeler un contexte tantôt occulté tantôt rappelé par les différentes exégèses. En ces temps de belligérance furieuse, il importe de rappeler que « *l'Islam [...] en terre sainte de Palestine comme ailleurs, a offert l'hospitalité médiévale au judaïsme diasporique.* ».

Khalil Athamina aborde les temps du 1^{er} siècle de l'Islam où Jérusalem était capitale de la Palestine, en s'appuyant sur une analyse des textes arabes. Quid du slogan israélien « *Jérusalem est la capitale éternelle d'Israël* » ?

De son côté, Pierre Aubé rappelle que le 21 juillet 1099, Jérusalem tombe aux mains des croisés qui la gardent jusqu'en 1187, date de sa reconquête par Saladin. Depuis cette fin du 12^e siècle, la ville de Jérusalem n'a cessé d'appartenir au pouvoir musulman. L'une des périodes les plus longues est sans aucun doute celle où la Palestine devient province ottomane dès 1516. Durant quatre siècles, Jérusalem a profité de son statut de ville sainte. De grands travaux sont entrepris : remparts, routes, réseau de distribution d'eau, restauration de mosquées, des médersas... Au milieu du XIX^e siècle, les Tanzimat/réformes engagées par les Ottomans se traduisent par un regain d'intérêt pour Jérusalem. Si la ville profite de la prospérité économique, elle suscite une recrudescence des activités missionnaires, soutenues par les Etats européens. C'est au cours de cette période que l'immigration juive prit un réel essor. En 1880, elle atteint quelques vingt mille habitants. Le projet sioniste fut dénoncé en vain, auprès des autorités ottomanes plus préoccupées par l'éveil nationaliste arabe que par les intrusions internationales. La Première guerre mondiale fit le reste. Jérusalem accueille l'Armée britannique le 9 décembre 1917. Une nouvelle page d'histoire commence pour Jérusalem comme capitale de la Palestine mandataire. La conjoncture internationale se traduit par des décisions qui hypothèqueront l'avenir de la Palestine. En effet, la déclaration de Balfour, les accords Sykès-Picot, l'effondrement de l'Empire ottoman mobilisent les nationalistes arabes à travers la mise en place du Haut Comité arabe en 1936. Mais, les Britanniques l'interdisent et ouvrent la voie à l'application du plan de partage. Pour Hajj Amin al-Husayni et une partie des élites politiques, c'est l'exil. La fin de l'année 1947, les

groupes sionistes attaquent. Les habitants se défendront avec courage...Depuis, l'occupation de la Palestine est posée devant la conscience du monde, au mépris du droit international. Jamais, le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes n'a été autant déprécié. La lutte du peuple palestinien n'en est que plus juste... et Jérusalem, al-Qods, a le droit de retrouver la paix et la liberté, loin des annexions.

Ouanassa SIARI-TENGOUR